



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2489

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob.

M. Christian Jacob. C'est la droite qui est à l'origine des trois grandes réformes des retraites de ces trente dernières années. Nous avons ainsi sauvé le système par répartition, auquel les Français sont très attachés. Ils le revendent à la fois comme un héritage républicain et comme un des piliers de notre modèle social. Monsieur le Premier ministre, reconnaissiez que votre méthode de concertation s'est avérée un fiasco total, car non seulement votre projet est de plus en plus illisible, mais il est aussi de plus en plus anxiogène.

M. Pierre Cordier. On n'y comprend rien !

M. Fabien Roussel. Venez donc manifester avec nous !

M. Christian Jacob. Les Français ne veulent pas d'un système par points qui fera un nombre considérable de perdants et de sacrifiés, à commencer par les femmes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LR et FI. – M. Fabien Roussel applaudit également.*) En raison de vos atermoiements et, disons-le, de vos mensonges sur le fond, notre pays risque, de façon inconsidérée, de connaître une situation de blocage économique.

M. Pascal Lavergne. En matière de mensonges, vous vous y connaissez !

M. Christian Jacob. Il est temps que vous répondiez clairement à certaines questions.

Mme Marie-Christine Dalloz. Ils sont incapables de gérer quoi que ce soit !

M. Christian Jacob. La première est la suivante : renoncez-vous, oui ou non, au système par points ? Allez-vous dire clairement, encore plus clairement que vous ne venez de le faire, que, pour revaloriser les petites retraites, maintenir les pensions et ne pas augmenter les cotisations, il faut travailler plus longtemps ?

Un député du groupe LaREM. Il l'a dit !

M. Christian Jacob. Pas fort ! (*Sourires. - Exclamations sur les bancs des groupes LaREM et MODER.*)

M. le président. S'il vous plaît !

M. Christian Jacob. Allez-vous, oui ou non, procéder à un hold-up sur les caisses autonomes qui sont excédentaires, bien gérées et ne coûtent rien aux contribuables ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Allez-vous fixer un calendrier de sortie des régimes spéciaux ? Enfin, allez-vous sanctuariser les pensions de réversion et les droits familiaux ? Il serait en effet impardonnable de supprimer les majorations de pension et

les bonifications de trimestre dont bénéficient les familles.

M. le président. Monsieur le président Jacob, je vous remercie...

M. Christian Jacob. Après deux années de concertation, personne ne pourrait comprendre que vous ne répondiez pas clairement à ces questions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, *Premier ministre.* Monsieur le député...

Un député du groupe LR. Vous pourriez l'appeler « monsieur le président » !

M. le président. S'il vous plaît ! « Député » est un joli qualificatif.

M. Édouard Philippe, *Premier ministre.* Je n'ai jamais pensé qu'appeler quelqu'un ainsi était une injure ! Monsieur le député Jacob (*Applaudissements et exclamations sur quelques bancs du groupe LR*), vous avez employé, pour qualifier mes propos, un mot qui me surprend dans votre bouche : vous avez dit que, concernant la réforme des retraites, j'aurais proféré des « mensonges ».

M. Fabien Di Filippo. Même plusieurs !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre.* D'autre part, vous me posez des questions auxquelles, pour la plupart, j'ai déjà répondu. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.*) Pour répondre à votre première question, monsieur le président Jacob, j'ai déjà dit que, oui, nous allions construire un régime universel, par répartition et par points. Le Président de la République s'y est engagé, la majorité parlementaire s'y est engagée, je l'ai moi-même annoncé à deux reprises lors de déclarations de politique générale, et c'est ce que nous allons faire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Je pense que vous considérez comme moi qu'un régime universel, par répartition et par points s'appuyant sur la solidarité de chacun et garantissant l'égalité des droits, constitue un progrès...

Mme Valérie Beauvais. La répartition par points, non !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre.* ...par rapport à l'existence de certains régimes, qui étaient peut-être justifiés dans le passé mais dont je ne suis pas certain qu'ils le restent aujourd'hui, au vu des transformations du monde professionnel et de la nécessaire justice qui doit prévaloir entre nos concitoyens. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Quelque chose me dit qu'au fond de vous-même...

M. Christian Jacob. Gardez-vous de penser pour moi !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre.* Ce n'est peut-être pas ce que vous pensez, mais c'est l'avis des Français qui nous parlent.

M. Christian Jacob. Chacun chez soi !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre.* Et puisque vous m'avez accusé de dire des mensonges, je me permets de dire quelques vérités ! (*Vifs Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*) Les Français sont attachés à la création d'un système universel, et d'ailleurs ils le disent.

Vous m'avez demandé si j'allais enfin dire que, pour garantir l'équilibre du système, il allait falloir travailler plus longtemps. Mais je le dis depuis le début ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Macron a dit le contraire !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*. Nous le savons tous. C'est ce qui se passe dans tous les pays du monde. J'ai même dit à cette tribune – mais peut-être étiez-vous alors distract – que les Français le savaient eux aussi car ceux qui sont affiliés au régime général partent déjà à la retraite au-delà de l'âge légal, à 63 ans et demi en moyenne !

M. Éric Ciotti. Macron n'a pas dit cela !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*. Je ne fais que répondre à votre question. Et puisque vous êtes attachés à la vérité et n'employez jamais des mots qui ne correspondent pas à votre pensée, vous savez parfaitement que j'y ai déjà répondu.

M. Michel Herbillon. Et qu'a dit Macron ? L'inverse !

M. le président. Chers collègues, un peu de calme !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*. Lorsque j'appelle M. le député Jacob « monsieur le député », on critique le ton que j'emploie en tant que Premier ministre. Or certains ici ne disent pas « M. le Président de la République » ! Soyez cohérents ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM ainsi que sur plusieurs bancs du groupe UDI-Agir.*)

M. Patrick Hetzel. Faut-il l'appeler « Sa majesté Emmanuel 1er » ?

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*. Pour le reste, beaucoup de questions seront posées cet après-midi. J'aurai l'occasion d'y répondre point par point, demain, au CESE. (« *Ici !* » et « *Maintenant !* » *sur les bancs du groupe LR.*) Pourquoi ce choix ? Parce que siègent au CESE les organisations syndicales et patronales, parce qu'il a été créé en 1958 par le général de Gaulle (Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM) et parce que c'est sa fonction d'être la chambre du dialogue social ! (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM ainsi que sur plusieurs bancs du groupe UDI-Agir. – De nombreux membres des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir se lèvent et continuent d'applaudir.)

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2489

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Numérique

Ministère attributaire : Numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 décembre 2019](#)